

p. 669 : **REMPLACEMENT**

Le D. du 26.11.1958 est à remplacer par le texte suivant :

30 MARS 1982 — Loi n° 11/82.
Protection, conservation et utilisation des sols.
(*J.O.*, 1982, p. 334).

1. — Tout exploitant agricole doit :
— créer et entretenir des dispositifs de lutte contre l'érosion hydrique ou éolienne, et éviter toute dégradation anthropique;
— maintenir et améliorer la fertilité des sols,

- pratiquer des méthodes culturales ne dégradant pas le sol;
 - éviter la surcharge et la dégradation des pâturages;
 - exécuter toute autre mesure arrêtée par l'Administration dans le cadre de la protection, de la conservation et de l'utilisation des sols.
2. — Dans tous les travaux de création et d'entretien des routes, le responsable est tenu de :
- éviter de causer des dégâts aux terres avoisinantes;
 - prévoir des dispositifs anti-érosifs, tels que l'enherbement des talus et le reboisement

des bordures ainsi que l'évacuation des eaux de pluies qui puissent provoquer l'érosion par ruissellement.

3. — Dans toute concession de mines ou de carrières, l'exploitant est tenu de :

- installer et entretenir les dispositifs de lutte contre l'érosion;
- remblayer et/ou reboiser tous les terrains dégradés par l'exploitation;
- éviter d'endommager les terres agricoles ou autres par l'accumulation des déchets ou l'évacuation des eaux usées.

4. — Les terres dégradées, impropres à l'agriculture ou à l'élevage doivent être reboisées.

La coupe des forêts naturelles et des boisements doit se conformer aux règlements en la matière.

5. — Les feux de brousse ou incendies de broussailles, taillis, bois, végétaux sur pied ou couvertures mortes sont interdits. Toutefois, le Ministre ayant les terres dans ses attributions peut autoriser ces feux, notamment pour prévenir les incendies des périmètres mis en défense ou pour lutter contre certaines mauvaises herbes, après leur extirpation, et certains végétaux coupés et mis en tas.

6. — Il est créé, au niveau de chaque Préfecture, une Commission chargée de la protection, de la conservation et de l'utilisation des sols.

Cette Commission est composée :

1° de membres de droit :

- le Préfet de Préfecture ou son délégué, président;
- l'Agronome de Préfecture, rapporteur;
- le Vétérinaire de Préfecture;
- le responsable des Ponts et chaussées dans la Préfecture;

2° de quatre membres au moins, nommés par le Ministre ayant la conservation des sols dans ses attributions. Leur mandat a une durée de trois ans, renouvelable.

Le Ministre ayant la conservation des sols dans ses attributions fixe les règles de fonctionnement de la Commission.

7. — La Commission a pour mission :

- 1° de donner des avis techniques à toute personne visée par la présente loi;
- 2° de donner des avis au Ministre ayant la conservation des sols dans ses attributions, sur toute question concernant la sauvegarde du patrimoine sol dans chaque Préfecture;
- 3° d'assurer le suivi et le contrôle de l'exécution des mesures prescrites par la présente loi.

8. — Tout exploitant agricole qui, après deux avertissements écrits, n'aura pas exécuté les travaux prévus à l'article premier de la présente loi sera puni d'un emprisonnement n'excédant pas deux mois et d'une amende n'excédant pas deux mille francs ou de l'une de ces peines seulement.

En cas de persistance, les peines maximales seront cumulées et les pouvoirs publics feront exécuter les travaux exigés à sa charge.

9. — Les infractions à l'article 2 de la présente loi seront punies d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de cent mille à un million de francs ou de l'une de ces peines seulement.

10. — Les infractions à l'article 3 de la présente loi seront punies d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de cinq mille à un million de francs ou de l'une de ces peines seulement.

En cas de persistance, le cessionnaire sera déclaré déchu.

11. — Les infractions à l'article 4 de la présente loi seront punies, après deux avertissements écrits, d'un emprisonnement n'excédant pas deux mois et d'une amende n'excédant pas deux mille francs ou de l'une de ces peines seulement.

En cas de persistance, les peines maximales seront cumulées.

12. — Sera puni d'un emprisonnement n'excédant pas deux mois et d'une amende n'excédant pas deux mille francs ou de l'une de ces peines seulement, quiconque aura brûlé les végétaux, bois et couvertures mortes.

Sera puni d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de deux mille à cent mille francs ou de l'une de ces peines seulement, quiconque aura causé les feux de brousse, incendié les broussailles et les boisements.

En cas de persistance, les peines maximales seront cumulées.

13. — Le Décret du 26 novembre 1958 relatif à la conservation et à l'utilisation des sols et l'Ordonnance n° 52/175 du 23 mai 1953 relative à l'incendie des herbes et des végétaux sur pied, sont abrogés.

14. — La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au Journal Officiel de la République Rwandaise.